

Réaction du syndicat FSU première organisation syndicale au ministère de l'agriculture suite à l'émission « Envoyé Spécial » du 16 février 2012 sur France 2.

Outre la question de l'abattage sans étourdissement et des problèmes de transparence que Monsieur le **Président de l'association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes (INTERBEV) veut minimiser et que lui-même met en place et développe dans ses abattoirs bretons** : c'est bien la question de la politique mise en place par la DGAL en matière d'inspection des viandes qui est en cause aujourd'hui, ainsi que l'impuissance de l'administration face aux industriels de la viande.

En effet :

- comment peut-on expliquer qu'il faille **attendre 5 ans pour fermer un abattoir** dont les conditions d'hygiènes sont inacceptables et qui ne respecte en rien la réglementation ?
- comment se fait-il qu'à Rungis soit disant le « garde-manger de la France » **les effectifs d'inspecteurs aient pu être amputés des 2 /3 ?**
- comment peut-on expliquer qu'un abattoir classé en 2 sur une échelle allant de 1 à 4 (très bon à très mauvais) **l'inspection ante-mortem** (avant la mort) soit **effectuée par une caissière** par insuffisance de techniciens des services vétérinaires ? Le classement des abattoirs effectué par les référents nationaux serait-il un classement de complaisance ?

Des sanctions seront-elles prises à l'encontre des Directeurs départementaux et des référents pour leur laxisme ?

Contrairement à ce que nous dit la DGAL ce n'est pas un cas exceptionnel mais bien hélas courant. Ce manque de techniciens a été dénoncé d'ailleurs par les organisations syndicales lors d'une réunion sur la rénovation de l'inspection sanitaire des viandes le 16 février à la Direction Générale de l'Alimentation. En effet 600 agents ont été supprimés en 5 ans dans les services vétérinaires. Il manquerait selon la DGAL 200 Equivalent Temps Plein pour l'inspection de second niveau dans les abattoirs de volailles.

Pourtant, en retirant des milliers de tonnes de viandes insalubres des chaînes d'abattages, les techniciens des services vétérinaires sont le maillon essentiel de la sécurité alimentaire.

La FSU est déterminée à dénoncer les manquements à la réglementation que l'administration couvre et au détriment de la santé publique et des agriculteurs ainsi que le manque criant d'agents pour effectuer les contrôles de l'ensemble de la chaîne alimentaire.

La FSU interpelle les politiques sur leurs choix dans le domaine de la sécurité alimentaire. Les politiques sont comptables de la santé de leurs concitoyens-électeurs et de celle de leurs enfants.

Le démantèlement des services vétérinaires sous l'ère Thatcher a amené la crise de la vache folle : N'ayons pas la mémoire courte ! l'ESB a coûté des millions d'euro...

Alors que pour moins de 2 euro par consommateur et par an, votre sécurité alimentaire est garantie.

VOTRE SANTE LE VAUT BIEN !

*Direction Générale de l'Alimentation